

Commentaire média

Zurich/Genève, 23 octobre 2019

Elections fédérales: les CFO suisses veulent des relations durables avec l'UE et une protection sociale à long terme

Selon les résultats du sondage effectué par la société d'audit et de conseil Deloitte, les CFO des entreprises suisses ont deux attentes majeures vis-à-vis du Parlement nouvellement élu. D'une part, ils souhaitent que le Conseil National et le Conseil des États entretiennent des relations durables avec l'UE et qu'ils garantissent l'accès des entreprises indigènes aux marchés étrangers. D'autre part, ils s'inquiètent du financement à long terme des assurances sociales.

Entre fin août et fin septembre 2019, Deloitte Suisse a interrogé 103 CFO de moyennes et grandes entreprises suisses sur les thèmes que, selon eux, le nouveau Parlement élu devrait prioriser. Sur les 14 thèmes cités, trois sont clairement en tête : la garantie d'un financement durable de la protection sociale, la préservation et le développement de l'accès des entreprises suisses aux marchés étrangers, et la préservation de relations durables avec l'UE.

Le Parlement a manqué de bonnes occasions

Reto Savoia, CEO de Deloitte Suisse, explique: « Je constate que les thèmes privilégiés par les CFO, à savoir les relations avec l'UE, les marchés étrangers et la protection sociale, sont les mêmes qu'au début de la dernière législature. Certes, l'adoption surprenante de l'initiative contre l'immigration de masse il y a cinq ans s'est finalement concrétisée de façon favorable pour l'économie, mais les relations avec l'Europe ne sont toujours pas tout à fait viables et l'accès au principal marché des entreprises suisses n'est pas suffisamment sécurisé sur le plan contractuel. Au cours de la législature écoulée, la droite bourgeoise majoritaire n'a pas produit de grandes avancées et a manqué plusieurs occasions de réformer et alléger économiquement les entreprises. Par conséquent, les attentes des CFO vis-à-vis du nouveau Parlement, aujourd'hui orienté plus à gauche, n'ont pas été revues à la baisse ».

Du point de vue de votre entreprise, quelle priorité le Parlement suisse devrait-il accorder aux domaines suivants après les élections fédérales ?

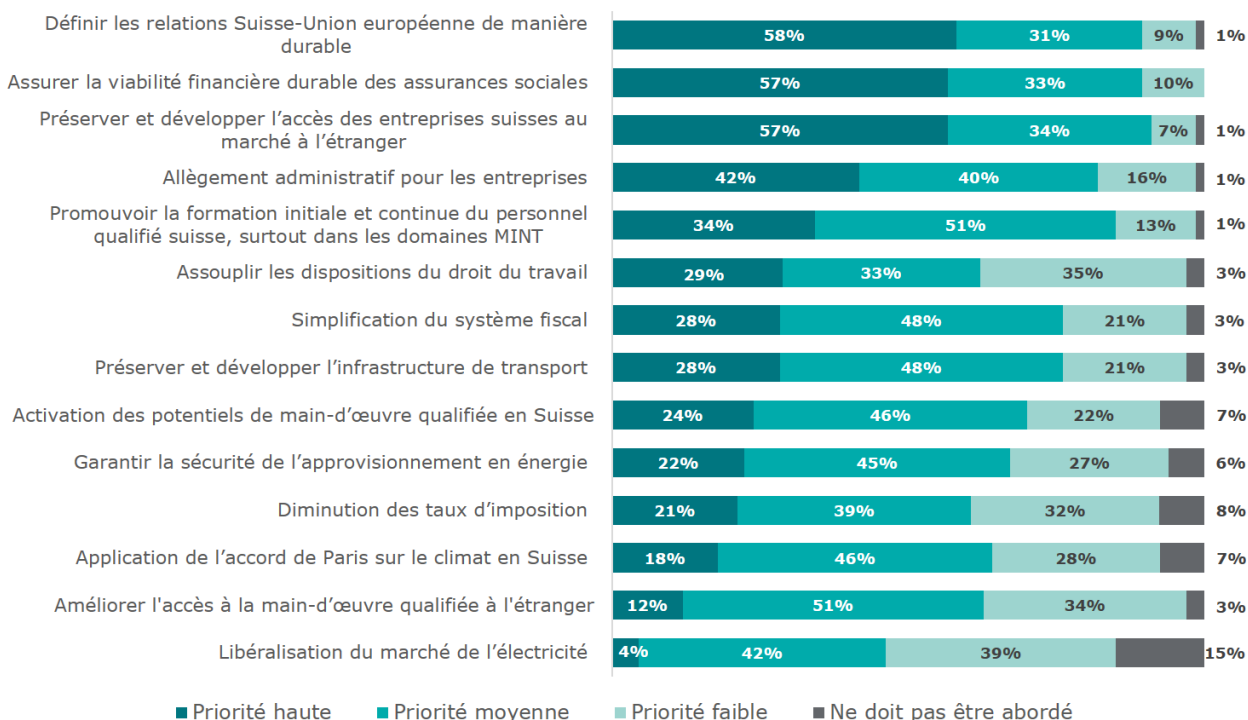


Illustration: Proportion de CFO qui accordent une priorité spécifique au thème évoqué.

Les lourdeurs administratives sont un motif de mécontentement récurrent des entreprises suisses: la création d'entreprises en Suisse reste bien trop onéreuse et les conditions cadres pour l'économie numérique sont perfectibles, comme l'ont montré [une étude récente de Deloitte](#) et d'autres [enquêtes comparables](#). Pour cette raison, 42% des CFO considèrent la réduction de directives et la simplification de procédures comme l'un des thèmes politiques les plus brûlants des quatre années à venir.

La réforme de l'AVS ne doit pas peser sur les entreprises

Les réformes structurelles de l'assurance vieillesse ont échoué au cours de la législature écoulée et c'est l'une des raisons pour lesquelles les entreprises considèrent que l'urgence de ce thème s'est accentuée. Une éventuelle augmentation des cotisations des employeurs pèserait sur leur rentabilité. « La réforme de l'impôt sur les sociétés, adoptée en deuxième lecture, représente certes un soulagement pour l'AVS, mais elle n'offre guère plus qu'un répit. Il faut que la stabilisation de l'AVS initiée par le Conseil fédéral progresse rapidement, mais sans entraîner une charge supplémentaire pour les entreprises, ni pénaliser le travail au-delà de 65 ans. En outre, [l'âge de la retraite devrait devenir plus flexible](#) », commente M. Savoia.

Une flexibilisation de l'âge de la retraite pourrait également contribuer à réduire la pénurie de main-d'œuvre toujours plus forte en Suisse en raison du départ à la retraite imminente de la génération baby-boom. Selon l'enquête de Deloitte, les CFO souhaitent également promouvoir la formation initiale et continue dans les disciplines MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique) (34%), assouplir le droit du travail (29%) et mieux exploiter le potentiel de la main-d'œuvre domestique (24%).

Changement climatique: établir les opportunités et les risques

Seuls 18% des CFO interrogés considèrent l'implémentation de l'Accord de Paris sur le changement climatique comme une priorité clé du nouveau Parlement. 7% des répondants s'opposent clairement à l'Accord. « Je considère ce résultat comme un signe que les entreprises préfèrent s'engager à titre individuel et ne pas compter uniquement sur les politiques pour faire face au changement climatique. Ce dernier se manifeste de manières très diverses et a une influence considérable sur les produits et les services, les chaînes logistiques, les actifs et les modèles commerciaux. Pour ces raisons, les entreprises suisses doivent assurer plus de transparence en ce qui concerne les opportunités et risques associés au changement climatique, collecter davantage d'informations en lien avec le climat et intégrer ces dernières dans leurs rapports annuels », ajoute Reto Savoia.

➔ L'étude complète sera publiée en novembre 2019.

Contact : Reto Savoia

Poste : CEO

Tél.: +41 58 279 70 50

E-Mail: rsavoia@deloitte.ch

Contact : Michael Wiget

Fonction : Responsable communication externe

Tél.: +41 58 279 70 50

E-Mail: mwiget@deloitte.ch

Deloitte Suisse

Deloitte compte parmi les principales sociétés suisses fournissant des services professionnels dans les domaines Audit & Assurance, Consulting, Financial Advisory, Risk Advisory et Tax & Legal. Avec plus de 2'000 collaborateurs répartis dans les villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, et opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte Suisse est une filiale de Deloitte North South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'). Les sociétés affiliées de DTTL sont représentées dans plus de 150 pays avec environ 312'000 collaborateurs.

Note aux rédacteurs

Dans le présent communiqué de presse, la désignation Deloitte fait référence à une ou plusieurs sociétés membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une «UK private company limited by guarantee» (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/fr/about.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de DTTL. Deloitte NSE LLP et DTTL, en tant que telles, ne fournissent pas de services aux clients. Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).



© 2019 Deloitte SA. Tous droits réservés.